

La boîte à murmures

n° 9

Brèves de la section *Sud* de Roissy HUB

Avertissement :

La boîte à murmure est une parution SUD, elle entend offrir une tribune libre aux voix discordantes, impertinentes, en marge... pour susciter la réflexion, ouvrir des pistes, chanter d'autres chants que ceux qui nous servent de berceuses anxiogènes !

Un nouveau Président à La Poste, pour quelle politique ?

Le contexte général n'est pas au beau fixe et l'avenir est incertain : fermetures de PIC, changement récent de directeur à la tête du groupe. Tout laisse à penser que les économies vont continuer à se faire sur notre dos. La baisse effective du courrier va désormais servir de caution pour poursuivre la pire des politiques.

Bien qu'elle n'ait surpris personne, l'annonce de la fermeture de la PIC de Bobigny, s'ajoutant à celle d'une douzaine d'autres nationalement (voir page 4), a laissé nos collègues en état de choc. Ce que nous disions il y a 10 ans se vérifie : le projet réel de CQC était de ne garder qu'une quarantaine, voire une vingtaine de centres de tri et d'intensifier au maximum le travail dans les centres restants !

En 10 ans, La Poste aura supprimé près de 90 000 emplois, au rythme de 8 à 11 000 par an. Que l'on ne s'étonne pas, après ça que les jeunes ne trouvent pas de travail et que la misère augmente dans le pays particulièrement dans des banlieues comme le 93 !

Face à cette entreprise de démolition, SUD a interpellé les autres syndicats pour une action d'ampleur sur les centres de tri avec une montée nationale à Paris, devant le Siège de La Poste.

Nous avons donc un nouveau directeur. Pour la plupart des salariés de La Poste, Philippe Wahl est un illustre inconnu. Décryptage : en 88, il était dans le cabinet Rocard, notamment pour créer la CSG. Après 91, il voyage dans toutes les banques (compagnie bancaire, Paribas) avant d'atterrir à la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne. En 99, il milite activement pour privatiser la caisse d'épargne et pour démanteler la caisse des dépôts et consignations.

En 2002, il est à l'origine de la création de Natixis, filiale issue de la fusion des caisses d'épargne et des banques populaires, aujourd'hui quasiment en faillite...

En 2005, il se retrouve directeur général d'Havas qui appartient à Bolloré, ami de Sarkozy...

En 2007, il entre à la « Royal Bank of Scotland » et devient spécialiste de la création des produits structurés ou dérivés, autrement appelés emprunts « toxiques ». Et en 2009, le gouvernement anglais devra injecter 54,4 milliards d'euros (700 euros par foyer fiscal) pour éviter la faillite de Royal Bank of Scotland. Il est donc à ce titre un des artisans de la faillite des banques et de la crise financière que les peuples d'Europe et du monde paient aujourd'hui.



E
D
I
T
O

Nov 2013

SUD émet donc les plus grandes réserves sur sa nomination à la tête de La Poste.

La main dans le sac

Lorsqu'un voleur se fait prendre en flag, un rapide sentiment de gêne se propage en lieu et place du délit. Pour le voleur, le scénario est presque toujours identique : il prend de l'assurance, jusqu'à ce qu'on le prenne « la main dans le sac ». Il y a beaucoup de caméras dans le loft de Roissy. L'œil de Big Brother n'est jamais très loin de vous, amis postiers ! L'affaire a fait du bruit en tout cas, puisque le bocal a relayé l'information dès le lendemain. Un débat s'est même improvisé sur le net, où certains hypocrites ont pu donner cours à leur mauvaise foi (« privatisez les services publics et il n'y aura plus de vols, virez moi tous ces faïnéants de fonctionnaires... »). Les vieux requins de droite savent entretenir la chasse aux fonctionnaires. Pour eux, c'est un gibier de choix. On apprécierait que les mêmes médias mettent autant d'entrain à nous informer sur les dérives de la direction de la Poste depuis quelques années. Il n'est dit ni écrit nulle part que La Poste n'applique même pas les décisions de justice. La presse reçoit pourtant régulièrement des communiqués de presse émanant des syndicats contestataires. Elle a beau perdre la bataille judiciaire du « complément Poste », elle refuse d'appliquer la décision de justice qui lui demande de mettre les salariés à égalité avec les fonctionnaires. Dès qu'il est question d'argent, il n'y a plus personne. La Poste est la première entreprise de France, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'en matière d'honnêteté, elle ne montre pas vraiment l'exemple !



Un coup de Rom, et ça repart !

Notre ministre de l'intérieur (d'origine espagnol) serait-il une pâle réplique de Sarkozy (d'origine hongroise) ? Ses déclarations récentes sur les Roms viennent de renforcer sa notoriété. Pauvre France et pauvres français. C'est l'automne, la chasse aux Roms est ouverte, vous pouvez y aller ! Tous ceux qui sont sortis du cabinet de Rocard sentent encore bon les cabinets. Les 17 à 20 000 Roms qui vivent en France seraient responsables de tous les maux. Allons donc, ce débat sert surtout à cacher les vrais problèmes que rencontrent les français en trouvant un bouc émissaire. Sous prétexte de ne pas laisser le FN occuper ce terrain seul, ces déclarations déshonorantes lui déroulent un tapis rouge. Lorsqu'aux prochaines élections, les mairies socialistes vont tomber partout comme des feuilles mortes, n'oubliez pas, monsieur le ministre, qu'avec vos propos vous aurez encouragé nos bons français dans la voie puante de la médiocrité.

« Touche pas au grisbi »

On dit que le courrier baisse d'année en année. C'est sûrement vrai, mais la raréfaction pourrait être l'occasion pour nous tous de passer du règne de la quantité à celui de la qualité, surtout en matière de conditions de travail... Hélas, c'est le contraire qui se produit : le resserrement des effectifs tient plus du garrotage qu'autre chose. Il s'agit, comme partout ailleurs, d'attaquer la masse salariale pour dégager du profit. L'obsession du profit est une des causes majeures du chômage. « *Tant qu'il y aura de l'argent, il n'y en aura pas pour tout le monde* » dit une devise anarchiste. Nous, nous soutenons que l'argent existe, mais que nous n'en voyons simplement pas la couleur. Lorsque nous demandons sur quelle base nous pourrions négocier telle ou telle prime, c'est le silence radio en face. No comment. Comme si nous n'étions là que pour amuser la galerie !

Le prix de la vie

Comme s'amuse à le répéter un collègue bien connu de la nuit : « *travail vient de tripalium qui signifie torture...* » Il a existé des époques où le monde ouvrier cherchait à se libérer du salariat. Aujourd'hui, on a tous l'impression qu'on ne peut pas vivre sans travailler alors qu'en travaillant, on ne fait jamais qu'acheter le droit de continuer à payer notre droit de vivre. Le prix de la vie ne cesse d'augmenter, tandis que sa valeur réelle ne cesse d'être dévaluée par l'usage que nous en faisons collectivement. La vraie pauvreté, c'est notre manque d'imagination. Certains ont l'air de penser de bonne foi que nous pouvons nous « réaliser » dans le travail. Sarkozy avait basé sa campagne sur ce type d'argument, allant même jusqu'à citer la devise inscrite au fronton du camp d'Auschwitz : « le travail libère ». Un seul instant de lucidité peut mettre fin à des siècles de soumission aveugle, mais cet instant se situe bien au-delà du rideau de fumée du quotidien.

Départs en retraite

Certains de nos collègues ont fait leurs comptes, ils tiennent leurs annuités d'une main ferme et vont quitter le navire ces prochains mois.

Nous avons suggéré à la direction de mieux encadrer ces départs et elle nous a promis quelques efforts. Future(s) retraité(e)s, faites-vous connaître assez tôt afin que des pots de départ puissent être organisés.

Rassemblement devant la PIC de Mitry-Mory

Un centre qui ferme, ce n'est pas seulement du personnel à reclasser, ce sont aussi des souvenirs dont on se demande ce qu'ils vont devenir. Nous n'étions pas beaucoup vendredi 4 octobre au matin, mais nous étions là, au pied d'une pancarte « *Silence, on brade...* ». Des drapeaux Sud et CGT flottaient dans l'air tiède et grillagé de la zone industrielle. Il n'y a pas si longtemps, Mitry traitait du courrier international PRIO et La Poste faisait l'éloge de ce centre considéré comme une vitrine. Sieur Bailly était même venu faire une petite visite ! Et puis, les directions successives se sont acharnées sur ce site. Fermeture des nuits en 2007 et départ du PRIO, un premier reclassement (partiel assurait-on) en 2009 et puis la fermeture totale programmée pour fin 2014. Les promesses de La Poste n'engagent que ceux qui y croient. A SUD, on croit plutôt à la lutte collective pour imposer nos revendications !!! Quelques élus de la ville et des anciens du centre, aujourd'hui en retraite, ont rejoint le rassemblement. La preuve, peut-être, que des liens survivent au-delà de la casse organisée. Des liens concrets, forgés par les heures de travail mais aussi par les luttes collectives. Et des luttes collectives, il y en a eu à Mitry ! Une mémoire commune, solidaire, que la Poste s'entête à dissoudre au quotidien, en accélérant des « restructurations » aussi chères qu'inefficaces.

Ensemble, dans l'action !

Chaque mois apporte son lot d'annonces de fermeture de PIC. Après Pontoise, Orly, Mitry-Mory, Avignon, Amiens, Creil, Rodez, Marseille-Arnavaud, Pau, La Rochelle, Mulhouse, St-Etienne... C'est Bobigny qui vient s'ajouter à cette longue liste. Alors que la direction du courrier refuse de communiquer aux fédérations syndicales son plan de réseau national d'acheminement pour les mois et années à venir, les annonces locales de fermeture se succèdent. Mais qui pourra croire que ces fermetures ne relèvent pas du pouvoir des DOTC ? Qui pourra croire que la direction du courrier, et en particulier la direction industrielle, n'a pas déjà établi un schéma national des PIC vouées à rester ouvertes ?



En réalité, ce refus vise à empêcher les centres de se coordonner puisque soumis à des rythmes différents. Il appartient donc aux fédérations syndicales et aux sections locales de lancer un mouvement d'ampleur sur l'ensemble des PIC. Car toutes seront impactées, qu'elles ferment ou pas ! En effet, celles qui vont rester ouvertes vont recevoir le trafic de celles qui ferment sans les emplois qui vont avec !

Derrière les décisions prises par nos dirigeants, ce sont des vies familiales et sociales chamboulées, voire bousillées par des reclassements et des mobilités forcées. Pour contraindre La Poste à revoir sa copie, il n'y a pas 50 solutions : organiser la résistance au niveau local et au niveau national, coordonner les luttes et empêcher ce rouleau compresseur de broyer les agents des PIC et CTC.